

Agence CSPS HDF - Normandie  
Bâtiment A  
289 rue du Faubourg des Postes  
59000 LILLE  
Tel 03 75 24 02 12  
sps.nord@alpes-contrôles.fr

Référence : A32S261B PGC - PGC 1  
Date d'édition : 19/02/2026  
Rapport comportant : 24 pages

### PGC

## Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
LILLE (59) RESTAURATION CLOS COUVERT MAISONS 4-12 Rue de la grande chaussée 59 000 Lille 59000 LILLE
Maître d'ouvrage
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE- FRANCE 299 BOULEVARD DE LEEDS CS90028 59777 LILLE

Le coordonnateur SPS  
Laetitia CHAGNAUD



# LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	13/02/2026	CHAGNAUD Laetitia	PHASE DCE	Une visite préalable a été réalisée le 02/02/2026

**Diffusion :**

<i>Diffusion</i>	<b>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE</b>		
	Monsieur <i>PLANCKE Barbara</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	B.plancke@grand-lille.cci.fr
	Monsieur <i>DHAEYER Jean Christophe</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	jc.dhaeyer@grand-lille.cci.fr
	<b>Atelier Aurélien Masurel - Architectes du Patrimoine mandataire</b>		
	Monsieur <i>M. Aurélien Masurel</i>	<i>Maitrise d'oeuvre</i>	aam-atelieraurelienmasurel@orange.fr

# SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	18 pages

# 1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

## 1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
  - ▶ Les chapitres 4 et suivants
  - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

## 1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 12/02/2026.

## 2 PRESENTATION DU PROJET

### 2.1 Description succincte

Nom de l'opération : LILLE (59) RESTAURATION CLOS COUVERT MAISONS

Adresse : 4-12 Rue de la grande chaussée 59 000 Lille  
59000 - LILLE

Type d'ouvrage : 4-12 RUE DE LA GRANDE CHAUSSE A LILLE

Type de toiture : Toiture en pente

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Rénovation sanitaire et la mise en valeur du clos et du couvert des maisons en plusieurs tranches :

- Tranche 1 : restauration des extérieurs du n°4
- Tranche 2 : restauration des extérieurs du n°6
- Tranche 3 : restauration des extérieurs des n°8-10

#### MAISONS 4-6

Réparation et restauration des souches de cheminées

Travaux de maçonnerie

Travaux de restauration des couvertures

Travaux de restauration des menuiseries extérieures

Travaux de restauration des couvertures

Travaux de restauration des menuiseries extérieures

#### MAISON 12 :

Travaux de restauration des maçonneries

Travaux de restauration de la couverture et de la charpente

Travaux de menuiserie

### 2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Pieces administratives	Date
Etude patrimoniale pour la restauration du clos couvert de maison en secteur sauvegardé	

### 2.3 Informations administratives sur l'opération

#### 2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

#### 2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

#### 2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 2, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

#### 2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 8 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

## **2.4 Informations sur le planning de l'opération**

### **2.4.1 Calendrier général des travaux**

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

## 3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

### 3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE	299 BOULEVARD DE LEEDS CS90028 59777 LILLE
	Monsieur DHAEYER Jean Christophe	Tel : 0674657674 jc.dhaeyer@grand-lille.cci.fr
Maitrise d'oeuvre	Atelier Aurélien Masurel - Architectes du Patrimoine mandataire	

### 3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
OPPBTP	OPPBTP HAUTS DE FRANCE	340 Avenue de la Marne 59700 Marq en Baroeul lille@oppbtp.fr
Inspection du travail	DREETS	77, rue Léon Gambetta 59000 LILLE ddets-uc3@nord.gouv.fr
CARSAT	Carsat Hauts-de-France	11 All. Vauban 59650 Villeneuve-d'Ascq contactprevention@carsat-nordpicardie.fr

### 3.3 Marchés - Lots - Entreprises

## 4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°) .....	2
4.1.1	Contraintes d'environnement .....	2
4.1.2	Présence d'amiante .....	2
4.1.3	Présence de plomb .....	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER.....	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur. ....	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales. ....	3
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles). ....	4
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses. ....	4
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.....	4
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	5
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site. ....	8
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	11
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant. ....	13
4.2.10	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.. ....	13
	Consignes .....	13
	Déclaration d'accident.....	14
4.2.11	Mesures d'évacuation .....	14
4.2.12	Services d'urgence .....	14
4.2.13	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.....	14
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER .....	17
4.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476) .....	18
	DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE .....	18

## **4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°)**

### **4.1.1 Contraintes d'environnement**

Type de site : Urbain

Bâtiments environnants : rue piétonne, voie de circulations, magasins, chantier en dessous de la zone d'intervention

Voies de circulation : 4-12 rue de la grande chaussée à Lille

### **4.1.2 Présence d'amiante**

#### *4.1.2.1 Diagnostic obligatoire avant travaux*

Le diagnostic amiante : en attente d'un retour du bureau de contrôle ALPES CONTROLES

### **4.1.3 Présence de plomb**

#### *4.1.3.1 Diagnostic obligatoire avant travaux*

Le diagnostic plomb : en attente d'un retour du bureau de contrôle ALPES CONTROLES



## 4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

### 4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Identification	<p>Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, les travailleurs indépendants, les compagnons, etc., doivent être identifiables sur le chantier par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.</p> <p>Le registre du personnel doit être disponible en permanence sur le chantier, il est tenu et mis à jour dans son intégralité par l'Entreprise Titulaire de chaque lot.</p> <p>Les compagnons doivent se présenter au PC sécurité avant intervention sur le chantier.</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	<p>Les personnes autorisées <b>à accéder au chantier = entreprise agréée par MO + IC réalisée + PPSPS transmis (cf. folios du RJ).</b></p> <p><b>Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment gestion :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du planning des approvisionnements TCE,</li> <li>• de l'aire de déchargement (y compris nettoyage). de la disponibilité des engins de levage (planning de réservation) présents sur le chantier (grue, monte-charge).</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.

### 4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Chute de hauteur.	Une échelle réglementaire dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied, sera installée au droit de tous les accès aux combles, et ce pendant tout le chantier jusqu'à la réception.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Renversement du personnel.	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	Toute entreprise utilisant un camion devant réaliser une manœuvre ou décharger une benne.	Toutes les entreprises.

**4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Fatigue / T.M.S.	Mise en œuvre d'un moyen d'aide à la manutention pour acheminer les matériaux / matériels jusqu'aux moyens de levage / accès du bâtiment.	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Fatigue / T.M.S.	Goulottes d'évacuation	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Fatigue / T.M.S.	Transpalettes	Lot principal.	Toutes les entreprises.
Manutention.	Renseigner le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier, ou <b>DHOL</b> (cf. annexe 6 du présent document) et l'annexer au PPSPS.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

**4.2.4 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Zone de stockage	Limiter les zones de stockage sur le trottoir, les entreprises devront amener au fur et à mesure leurs matériaux-matériels. Le stockage devra être inaccessible pour les riverains-piétons.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.
Chute d'éléments depuis la toiture.	Lester les stockages en toiture, et les limiter aux éléments à poser dans la journée.	Lot couverture	Toutes les entreprises.

**4.2.5 ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.**

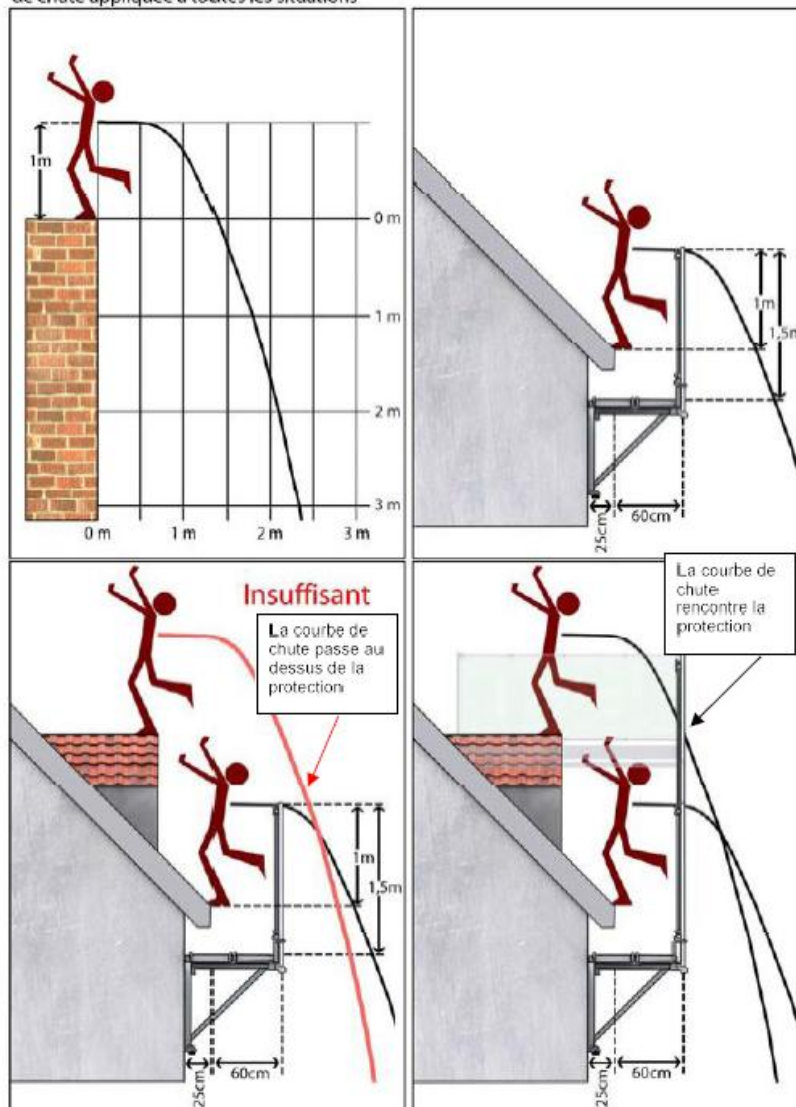
RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Chute de plain-pied.	Les déchets devront être évacués au fur et à mesure, aucun stockage au pied de l'échafaudage.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.
<i>Si présence de Plomb</i>	<i>Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.</i>	<i>Lot démolition.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si présence d'Amiante</i>	<i>Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.</i>	<i>Lot désamiantage.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>

#### 4.2.6 ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Electrocution	Il faudra installer un ou plusieurs coffrets de chantier en fonction des besoins des entreprises.  L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification et tous les 12 mois minimum. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Contrôle et remise en conformité hebdomadaire de tous les garde-corps provisoires de chantier (et sur injonction du CSPS/MOE/MO) jusqu'à la réception.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Protection de tous risques de chute mise en place de garde-corps provisoires – <b>concertation obligatoire en phase préparation avec tous les lots et le CSPS pour validation des protections provisoires, permettant la pose des ouvrages définitifs sans dépose de celles-ci.</b> <b>Ou avec MOE si possible en conception.</b>	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Rappel des préconisations concernant la prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail : 1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; b) Une main courante ; c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; 2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur.	Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :  Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque.  Après suppression du risque en cours de chantier  Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective sans suppression préalable du risque de chute : - méthodologie à présenter par l'entreprise au MOE et au CSPS. ou - balisage d'interdiction à la zone pour les autres corps d'état et port d'EPI pour l'intervention et dépose / repose de la protection collective.  En cas de mise en place incomplète du dispositif de protection collective définitive, prévoir la pose d'ouvrage provisoire supprimant le risque de chute – exemple des	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

	garde-corps vitrés : mise en place de remplissage bois avant mise en place des vitrages définitifs.		
Chute de hauteur Skydome	Présence de skydome en toiture terrasse, l'entreprise de maçonnerie devra protéger les skydomes en mettant des barrières autour à une distance de 1m pour signaler le risque de chute de hauteur. ( les skydomes sont vieux)	Lot gros œuvre	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur Chute d'objet	Installation d'un échafaudage à la hauteur du pignon des maisons. Des filets de protection devront être installés sur l'échafaudage et surtout au niveau des accès aux maisons.	Lot couverture	Toutes les entreprises

APPLICATION DE LA COURBE DE CHUTE :  
 les dimensions et position de la protection collective seront déterminées à l'aide de la courbe  
 de chute appliquée à toutes les situations



#### 4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Risque de chute.	Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de pluie.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Risque de chute.	En cas de <b>verglas, de gelée ou de neige</b> , des mesures sont prises pour <b>prévenir toute glissade sur les passerelles</b> .	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée).	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, <b>des appareils de coupure</b> ou de sectionnement correspondants	Lots techniques.	Toutes les entreprises
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.	Toute entreprise utilisant un produit dangereux.	Toutes les entreprises.
Stabilité / Chute de hauteur.	Mise en commun de l'échafaudage pour l'ensemble des lots jusqu'à la fin de ses travaux, après convention de mise à disposition et affichage du PV de réception.  Contrôles obligatoires, à charge de l'installateur, lors de la première utilisation, en cas de modification ou interruption d'au moins 1 mois de l'échafaudage : examen d'adéquation, examen de montage et d'installation, examen de l'état de conservation de l'échafaudage.  Vérification journalière de l'échafaudage à charge de chaque utilisateur.  Vérification trimestrielle (examen de l'état de conservation de l'échafaudage) à charge de l'installateur.  Mise en place de tunnel de protection au droit des pénétrations du bâtiment.  Mettre des filets de protection contre le risque de chute d'objet  Les échelles d'accès devront être inaccessibles pour le grand public.	Lot façade	Toutes les entreprises.
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque d'incendie.	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur. Un permis feu sera nécessaire, il faudra demander un permis feu au PC sécurité du site	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Feu couvant	Arrêt du poste de travail 1 heure avant le départ du chantier et vérification des zones travaillées.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque de projection.	Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir le risque de chute de gravats liés au percement	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

	(carottage), et interdiction d'accès à une zone en travaux.		
Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Risque de chute de matériel / matériaux.	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
<i>Si Risque plomb.</i>	<i>Diagnostic plomb avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque plomb.</i>	<i>Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage.</i>	<i>Lot démolition</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque plomb.</i>	<i>L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Intervention de personnel formé. Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb.</i>	<i>Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque plomb.</i>	<i>Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. L'entreprise effectuera, avant restitution des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.</i>	<i>Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Diagnostic amiante avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition : intervention d'une entreprise certifiée sous-section 3, avec envoi du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux.</i>	<i>Lot désamiantage.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante : intervention d'une entreprise ayant du personnel formé sous-section 4, avec réalisation d'un mode opératoire, envoyé aux organismes de prévention avant le début des travaux.</i>	<i>Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>

<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Interdire l'accès à la zone de désamiantage / travaux.</i>	<i>Lot désamiantage et toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'entreprise vérifie le respect de la valeur fixée à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique (inférieur ou égal à cinq fibres par litre) par des mesures d'empoussièrement environnementales (cf. stratégie d'échantillonnage) à transmettre au CSPS à l'avancement des travaux.</i>	<i>Lot désamiantage.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Avant toute restitution de la zone, l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrement, à transmettre au CSPS.</i>	<i>Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrement, à transmettre au CSPS. En fin de travaux, l'entreprise établit un rapport de fin de travaux contenant notamment les plans de localisation de l'amiante mis à jour.</i>	<i>Lot désamiantage.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Avant toute restitution de la zone le maître d'ouvrage procède à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air, à transmettre au CSPS. Cette mesure est indiquée à la ligne V du guide GA X 46-033.</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>
<i>Si Risque amiante.</i>	<i>Mesure en fin d'opération (travaux de réhabilitation inclus) et <u>avant réoccupation des locaux par les occupants</u> :  A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante, le propriétaire fait procéder avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées et fait également procéder, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement, à transmettre au CSPS. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.</i>	<i>Propriétaire.</i>	<i>Toutes les entreprises.</i>



**4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
<b>Co activité</b>	<p><b>LA CO-ACTIVITE entre les entreprises impose à chaque entreprise de :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Respecter la zone de travail qui lui est dédiée conformément au planning,</li> <li>2. Ranger son matériel journallement,</li> <li>3. Utiliser les lieux de stockages prévus,</li> <li>4. Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail,</li> <li>5. Evacuer ses gravats et déchets,</li> <li>6. Respecter les voies de circulation sur l'ensemble du chantier,</li> <li>7. Remettre en place les protections collectives si elle les déplace,</li> <li>8. Prendre en compte les risques qu'elle exporte vers les autres entreprises présentes sur le chantier (par un balisage de sa zone de travail),</li> <li>9. Communiquer au gestionnaire de site toute dégradation ou dysfonctionnement sur les équipements provisoires,</li> <li>10. Communiquer avec les autres entreprises et l'OPC afin d'éviter les travaux superposés en cas de décalage de planning,</li> <li>11. Prévenir le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre de toute dérive entraînant des risques pour ses travailleurs.</li> </ol>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
<b>Risque d'incendie.</b>	<p>Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention.</p> <p>Les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Supprimer les causes de déclenchement des incendies,</li> <li>• Limiter la propagation des incendies,</li> <li>• Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés,</li> <li>• Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie.</li> <li>• Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds.</li> </ul> <p>Chaque entreprise titulaire d'un lot prévoira une personne spécialement formée pour la lutte contre les incendies qui vérifiera les mesures prises et veillera à leur application.</p> <p>Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre qui en appréciera la faisabilité.</p> <p>Des extincteurs en nombre réglementaire selon les risques sont mis en place dans les bureaux de chantier, les bungalows du cantonnement, les containers de stockage de matériaux ou produit inflammables, ainsi qu'à proximité des zones de travail à risque.</p> <p>La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs seront à la charge de l'entreprise.</p> <p>La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs à proximité des zones de travail à</p>	Toutes entreprises concernées	Toutes les entreprises

	<p>risque seront à la charge de chaque entreprise.</p> <p>Il est rappelé que les feux ouverts de quelque nature que ce soit sont interdits sur le chantier.</p> <p>Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance de l'équipe projet, qui en appréciera la faisabilité.</p> <p>Si les conditions de sécurité requises ne sont pas réunies, les travaux par point chaud doivent être interdits.</p>		
Interférence avec d'autres chantiers (en cours ou en prévision).	<p>Concertation à l'initiative du maître d'ouvrage des CSPS, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages des opérations concernées.</p> <p>Il y a un risque d'interférence entre notre chantier et un autre situé en dessous. Il faudra définir des mesures de sécurité adaptée pour les deux chantiers pour maîtriser la coactivité.</p>	Maître d'ouvrage.	Toutes les entreprises.
Risque d'intervention en site occupée ou en exploitation.	Inspection commune avec chef d'établissement. Une inspection commune sera réalisée pour intégrer les mesures de sécurité interne au site lors de la première réunion de préparation de chantier.	CSPS	Toutes les entreprises.
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	<p>Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception.</p> <p>Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.</p>	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises

**4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Risque sanitaire.	L'exploitant/le client mettra à disposition une salle pendant toute la durée des travaux. Un évier est déjà présent. Le lot gros œuvre devra installer un frigo, table, des chaises et un microonde.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.

**4.2.10 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Appel des secours.	Portable pour tout chef d'équipe d'entreprise devant intervenir sur le site).	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Orientation pour les secours.	Signaler l'accident au PC sécurité du site. Les agents du PC orienteront les pompiers à la zone d'intervention. Informez le PC de sécurité en interne des travaux.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises.
Appel des secours.	Affichage de <b>l'adresse et du numéro téléphonique du service d'urgence</b> auquel s'adresser en cas d'accident.	Entreprise en charge de la base vie	Toutes les entreprises.
Organisation des secours.	<b>Prévoir deux SST par équipe.</b>	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.

**Consignes**

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accompagnement depuis le parking extérieur du véhicule et des personnels de secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

## Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

### 4.2.11 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :  
Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

### 4.2.12 Services d'urgence

Désignation	Téléphone
SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18 / 112 (portable)
Pharmacie de proximité	

### 4.2.13 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.
Intervention d'entreprise non autorisée.	Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention. Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant. Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.

#### Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CSPS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

#### Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les prestataires définis à l'article 3.1.6



### 4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot titulaire au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- \* Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- \* Position des clôtures de chantier
- \* Position du portail d'accès
- \* Position de la signalisation de chantier
- \* Emplacement des aires de stockage
- \* Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- \* Positions des armoires secondaires
- \* Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- \* Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- \* Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.

#### 4.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

### DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE

Nom du CSPS : CHAGNAUD LAETITIA 0647020075

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	4-12 RUE DE LA GRANDE CHAUSSE A LILLE			
Contraintes horaires de livraisons	Au centre-ville, respecter les horaires de livraison	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Accès : une rue à sens unique Voies de circulation Zones de stockage Dimensions des aires de stockage Charges admissibles Nature du terrain Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> <del>non</del>

Partie à renseigner par l'entreprise			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			